

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/87
28 août 2001

(01-4127)

Organe d'examen des politiques commerciales
18 et 20 juillet 2001

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

CAMEROUN

Compte rendu de la réunion

Président: S.E. M. Pekka Huhtaniemi (Finlande)

	<i>Page</i>
I. REMARQUES LIMINAIRES DU PRÉSIDENT	3
II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DU CAMEROUN	4
III. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR	6
IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES	9
V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DU CAMEROUN ET AUTRES OBSERVATIONS	12
VI. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT	14

Note: Les questions préliminaires écrites des membres de l'OMC et les réponses présentées par la délégation du Cameroun sont reproduites dans le document WT/TPR/M/87/Add.1.

I. REMARQUES LIMINAIRES DU PRÉSIDENT

1. Le deuxième examen des politiques commerciales du Cameroun a eu lieu les 18 et 20 juillet 2001. Le Président a souhaité la bienvenue à la délégation du Cameroun, dirigée par S.E.M. Bello Bouba Maigari, Ministre d'État chargé du Développement industriel et commercial, et au présentateur, S.E.M. Jaynarain Meetoo (Maurice). Comme à l'accoutumée, le présentateur s'exprimerait à titre personnel, et conformément à la procédure établie, il a fourni d'avance un aperçu des principaux points qu'il se propose de soulever (WT/TPR/D/66).

2. Le Président a rappelé l'objet des examens des politiques commerciales et les procédures de déroulement de la réunion. Le rapport du Gouvernement du Cameroun avait été publié sous la cote WT/TPR/G/87 et celui du Secrétariat de l'OMC sous la cote WT/TPR/S/87. La délégation du Cameroun avait reçu copie des questions écrites présentées par les délégations: de Hong Kong, Chine; du Japon; de l'Union européenne; du Canada; de la République de Corée; et des États-Unis (annexe I). Les réponses écrites que la délégation du Cameroun a fournies à ces questions et à d'autres figurent à l'annexe II.

II. DÉCLARATION PRELIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DU CAMEROUN

3. Le représentant du Cameroun a rappelé que depuis février 1995, date du premier examen des politiques commerciales du Cameroun, les données globales de l'économie camerounaise avaient connu d'importants changements passant d'une situation de crise à une reprise indiscutable dans tous les secteurs. Cette reprise résultait de la volonté du Gouvernement de mettre en oeuvre les politiques d'ajustement avec le concours des institutions de financement international.

4. Les réformes économiques, juridiques et institutionnelles qui s'étaient faites non sans difficultés pour les populations et pour l'État avaient porté sur: (i) la libéralisation de l'économie devant aboutir à une économie de marché performante et compétitive; (ii) le désengagement de l'État des secteurs marchands de l'économie et des secteurs du pétrole et de la filière café/cacao; (iii) la réforme de l'activité commerciale passant par la suppression des barrières non tarifaires avec l'élimination des restrictions quantitatives à l'importation, les licences et les agréments à l'exportation; (iv) le réaménagement du régime général des prix par la libre fixation des prix; (v) l'adoption des lois sur la concurrence, le dumping et les contrôles métrologiques; (vi) la réorganisation des secteurs portuaires, de l'énergie électrique, des télécommunications, des hydrocarbures et des marchés publics. Le Cameroun avait aussi adhéré à l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), adopté la Charte sous-régionale des investissements alors que la charte nationale était en voie de finalisation.

5. Les réformes sectorielles avaient consisté en: (i) l'assainissement du secteur bancaire et financier, par l'application effective des mesures de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) pour les banques et de la Conférence interafricaine des marchés de l'assurance (CIMA) pour les assurances; (ii) l'amélioration des marchés des échanges; (iii) la mise en place d'une bourse de valeurs à Douala; (iv) la création d'un guichet unique pour la facilitation des formalités douanières et fiscales; (v) la réforme fiscal-douanière caractérisée, entre autres, par la simplification du tarif extérieur commun et l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA); (vi) l'adoption d'un nouveau code du travail plus flexible; et (vii) des changements substantiels dans les domaines des télécommunications, des transports, de l'agriculture, des forêts et de l'environnement.

6. Les notifications adressées au Secrétariat le 17 juillet 2001 reflétaient ces réformes, et portaient sur: (i) la lutte contre le dumping; (ii) les mesures concernant les investissements et liées au commerce; (iii) les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce; (iv) les obstacles techniques au commerce; (v) les procédures de licences d'importation; et (vi) les mesures de sauvegarde.

7. La politique volontariste du Gouvernement et la détermination des populations avaient permis le redressement de l'économie camerounaise et l'obtention d'un solde positif de la balance commerciale. L'environnement politique respectueux des principes de liberté et de la gouvernance fondée sur l'apaisement, la réconciliation, la gestion participative du patrimoine national avait favorisé cette reprise. Par ailleurs, la lutte contre la corruption avait justifié la création d'un observatoire anti corruption au sein du cabinet du Premier ministre.

8. Les actions menées au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), des pays ACP, en partenariat avec l'Union européenne, et de l'OMC, participaient à la conviction qu'un commerce international, libéralisé, ouvert et juste était un véritable vecteur de développement. Partisan du commerce international et membre fondateur des principaux organismes chargés de sa promotion, le Cameroun, à l'instar des autres pays en voie de développement (PVD), nourrissait des préoccupations quant à la faiblesse et à la fragilité de son économie, et militait en faveur d'une libéralisation favorisant le développement des échanges commerciaux et l'amélioration des conditions de vie des populations.

9. Le renforcement des capacités des ressources humaines, matérielles et financières était une nécessité pour les PVD. Le programme de lutte contre la pauvreté (2001-2003) visait à créer les conditions d'un développement durable et poursuivait les objectifs suivants: (i) atteindre un taux de croissance annuel du PIB de 7%; (ii) renforcer le tissu industriel national en vue d'améliorer la qualité et la valeur ajoutée des produits exportés; et (iii) trouver de nouveaux produits d'exportation pouvant être des moteurs de croissance. Les ressources allouées dans le cadre de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) financeraient le volet social.

10. Un Comité chargé de suivre la mise en oeuvre des Accords de l'OMC et d'assurer la conformité du cadre législatif et réglementaire par rapport aux engagements pris dans le cadre de ces accords avait été mis en place par le Premier ministre afin de faciliter l'intégration du Cameroun dans le système commercial multilatéral. Ce comité rencontrait d'énormes difficultés tenant à l'insuffisance de matériel pour la gestion des données et de l'information, et au manque de cadres formés. Cette situation expliquait les résultats mitigés de l'évaluation de l'impact des Accords de l'OMC sur l'économie camerounaise et le manque de formation et d'information des opérateurs économiques du Cameroun. Le Cameroun a sollicité l'assistance technique de l'OMC dans ce domaine.

III. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR

11. Le présentateur, M. Jaynarain Meetoo (Maurice), a noté que pendant, environ vingt ans, l'économie camerounaise avait connu le développement de sa production industrielle, de ses exportations agricoles et de ses ressources pétrolières, et pendant une décennie sa croissance économique annuelle avait été de 7%. Malheureusement, à partir de 1985/86, la situation économique du pays avait commencé à se dégrader dramatiquement pour des raisons externes (chute des prix du café, du cacao, du coton et du pétrole, forte baisse des termes de l'échange et surévaluation du Franc CFA), mais aussi internes (trop grande dépendance des revenus dérivants du pétrole, accumulation des dettes extérieures, corruption et dysfonctionnement du système judiciaire).

12. L'absence d'investissement dans l'infrastructure et les secteurs sociaux étant la conséquence de cette dépression, le Gouvernement avait mis en œuvre une courageuse politique d'ajustement économique et monétaire accompagnée de réformes structurelles axées sur: (i) la stabilité macro-économique; (ii) l'assainissement des finances publiques; (iii) la libéralisation économique; (iv) l'amélioration de la transparence du système judiciaire; et (v) l'amélioration de l'accès aux marchés à l'exportation. Le programme économique triennal (1997 – 2000) traduisait cette nouvelle stratégie et avait donné des résultats positifs, notamment une croissance de 4,7%, un taux d'inflation ramené à 3,6% et des excédents budgétaires primaires.

13. Toutefois, il n'était pas sans noter la pauvreté galopante, la scolarisation en baisse, la santé défaillante et des dépenses publiques onéreuses. La dette extérieure écrasante avait obligé les autorités à faire appel au Club de Paris pour son rééchelonnement, et aux institutions de Bretton Woods pour sa réduction au nom de l'initiative renforcée en faveur des PPTE. Certaines questions se posaient: (i) Pourquoi les autorités n'avaient-elles pas profité des deux décennies de croissance soutenue avant la dépression pour consolider l'économie et la mettre à l'abri des chocs intérieurs et extérieurs? (ii) Comment se faisait-il que la scolarisation et la santé subissaient des contretemps aussi graves dans un pays qui n'avait connu ni conflit ni guerre civile? (iii) Comment expliquer ce phénomène de paupérisation où les pauvres constituaient légèrement plus de la moitié de la population?

14. L'adoption du programme 2001-03 de lutte contre la pauvreté témoignait de l'engagement du Gouvernement en prévoyant: (i) l'élimination des restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation; (ii) le réaménagement du régime général des prix; (iii) la promotion d'une concurrence loyale et saine; (iv) la libéralisation du secteur pétrolier et des filières café/cacao; et (v) la réforme du secteur portuaire.

15. Le réaménagement des régimes fiscaux et douaniers avait été marqué par un élargissement de l'assiette fiscale, la réduction des exemptions d'impôt, l'amélioration du rendement des opérations du fisc et de la douane, la réduction des taxes prélevées sur les échanges commerciaux, la suppression de la taxe à l'exportation des produits autres que forestiers et l'introduction de la TVA en remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires. Toutefois, ces mesures ne pouvaient aboutir à des résultats positifs que si l'environnement extérieur restait propice et si leur mise en œuvre était évaluée de façon constante.

16. Le rapport du Secrétariat avait souligné qu'il n'existait pas d'organe national officiel indépendant pour évaluer périodiquement les politiques économiques et commerciales du Gouvernement. Le présentateur demanda si les autorités camerounaises envisageaient de mettre sur pied un tel organisme de consultation et d'analyse; et comment le Gouvernement camerounais entendait-il promouvoir le développement du secteur privé.

17. L'appartenance du Cameroun à la CEMAC semblait définir en grande partie sa politique et ses pratiques commerciales, à cet égard, le rapport du Secrétariat avait noté que les échanges entre le Cameroun et ses partenaires de la CEMAC étaient faibles par rapport à ceux enregistrés avec les principaux partenaires commerciaux du Cameroun. Le présentateur demanda quelles mesures étaient

envisagées afin d'intensifier les échanges avec les pays voisins; et quels étaient les bienfaits apportés par l'appartenance du Cameroun à la CEMAC.

18. Le Cameroun avait pris diverses initiatives pour faciliter l'investissement étranger, estimé à 274 millions de dollars, soit 3% du PIB. Dans les années 1996-97, l'investissement étranger avait aussi aidé à financer des équipements et à adopter des technologies et des techniques de gestion moderne. Toutefois, il avait diminué en volume dans les années suivantes et on l'avait utilisé pour financer les déficits courants. Quelles étaient les raisons motivant un tel changement de perspectives?

19. Des mesures incitatives à l'investissement étranger telles que la libéralisation des prix, la mise en œuvre des lois sur la concurrence et la réforme judiciaire avaient aussi vu le jour. L'OHADA, dont l'objectif était de rétablir la sécurité juridique et judiciaire des activités économiques et de restaurer la confiance des investisseurs, jouait un rôle important dans la réforme judiciaire et du cadre juridique des affaires. Louables étaient également les efforts du Gouvernement camerounais pour améliorer la gestion des dépenses publiques et la gouvernance, assurer plus de transparence et de responsabilité et réduire la corruption sur la base du programme national de gouvernance élaboré avec l'aide du PNUD.

20. Le Cameroun était membre fondateur de l'OMC et accordait un traitement NPF à tous ses partenaires commerciaux. Un Comité technique national chargé du suivi des Accords de l'OMC et d'en évaluer l'incidence sur l'économie nationale avait été mis en place. Le Cameroun avait bénéficié d'une période transitoire pour la mise en œuvre d'un certain nombre de ses engagements à l'OMC, et avait demandé des dérogations pour l'évaluation en douane.

21. Par ailleurs, un Comité, chargé d'évaluer les dommages causés aux producteurs locaux par les importations subventionnées, avait été mis en place. A la fin de l'an 2000, le Cameroun n'avait pas encore notifié à l'OMC le cadre législatif et réglementaire en vigueur pour les mesures anti-dumping ou compensatoires. Il espérait que cet oubli avait été réparé entre temps. Il existait également une loi sur les mesures de sauvegarde: au début de l'année 2001, le Cameroun n'avait toujours pas notifié cette loi à l'OMC. En avril 2001, le Cameroun n'avait pas non plus notifié l'OMC ses obstacles techniques au commerce.

22. Le Cameroun avait fait appel à une assistance technique accrue dans les domaines des mesures SPS, des normes et règlements techniques, des procédures d'essai et de certification. Cette requête devrait être appuyée sans réserve. Le Cameroun avait souligné qu'être partie prenante du multilatéralisme nécessitait plus de cohérence et de synergie des politiques commerciales afin d'empêcher la marginalisation des PVD et de favoriser une plus grande transparence dans les méthodes de travail de l'OMC. C'était une perspective que le présentateur partageait. Étant lui-même originaire d'un État ACP, il partageait également les sentiments du Cameroun par rapport à la nécessité, pour l'OMC, de tenir compte des spécificités des pays dont les marchés étaient accablés par l'érosion des préférences commerciales, telles que celles prévues par l'Accord de Cotonou. Il fallait donc évaluer les incidences socio-économiques des Accords de l'OMC et examiner les nouvelles conditions d'accès aux marchés.

23. L'agriculture représentait plus de 30% du PIB et employait environ 68% de la population active. Les exportations, dont le cacao, le café, le coton, la banane, le bois d'œuvre représentaient environ 23% des exportations totales. Depuis 1994, l'agriculture faisait l'objet de réformes concernant la privatisation et la suppression des restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation. La protection tarifaire était de 23% et supérieure à la moyenne générale de 18,3%. Beaucoup de privatisations avaient été aussi mises en œuvre dans le secteur agro-industriel afin d'en accroître la compétitivité, d'augmenter les revenus des agriculteurs et de réduire la pauvreté. Deux problèmes risquaient toutefois de compromettre le développement du Cameroun: (i) l'insuffisance du réseau routier qui rendait difficile les flux d'échanges entre les villes et les campagnes; et (ii) la fermeture

depuis 1997 du Crédit Agricole du Cameroun. Il aurait aimé savoir ce que le Gouvernement comptait faire pour remédier à ces deux problèmes.

24. Les forêts couvraient une superficie de 22 millions d'hectares mais seulement le tiers était exploité. Il s'est demandé si c'était en raison d'un manque d'investissements étrangers. Le développement de ce secteur aurait pu favoriser la création d'emplois. En plus, il existait dans ce secteur des restrictions à l'exportation ce qui, d'après les estimations des exportateurs de bois, représentait un manque à gagner de 35 milliards de FCFA. Les autorités pourraient faire avancer les réformes afin d'augmenter les revenus commerciaux dans ce secteur tout en préservant l'équilibre environnemental, et songer sérieusement à la possibilité de renforcer les diverses institutions chargées de suivre, d'évaluer et de faire appliquer la politique forestière.

25. Le pétrole était le principal produit d'exportation du Cameroun mais le pays possédait aussi de la bauxite, du rutile et de l'uranium, trois ressources qui n'étaient pas suffisamment exploitées en raison du manque d'infrastructure et d'investissement. La production pétrolière du Cameroun n'avait cessé de diminuer en raison essentiellement de l'insuffisance des activités d'exploration de la part des investisseurs privés. Par ailleurs, la trop grande dépendance d'une ressource non renouvelable, telle que le pétrole, était dangereuse pour l'économie du pays. La diversification des industries extractives était donc nécessaire.

26. Le secteur manufacturier était peu développé représentant que 14% du PIB et employant 7% de la population active. Une stratégie de promotion et de développement du secteur manufacturier avait été adoptée en juin 2001. Il demanda de connaître les éléments de cette stratégie.

27. Le secteur des services représentait 40 % du PIB et employait plus de 15% de la population active camerounaise. Toutefois, la détérioration de l'infrastructure et la mauvaise gestion de certaines entreprises publiques faisaient que les résultats étaient loin d'être satisfaisants ce qui expliquait les mesures prises par le Gouvernement, telles que la privatisation des entreprises, la suppression des restrictions, la liquidation et la recapitalisation des banques, le renforcement des moyens d'action réglementaire et de l'appareil de surveillance, la modernisation des instruments bancaires et la restructuration du secteur assurance.

28. Le tourisme était appelé à devenir un des piliers de l'économie camerounaise. Le Cameroun avait pris des engagements concernant les services touristiques et les services de voyages dans le cadre de l'AGCS mais il n'avait pas participé aux négociations de l'OMC sur les télécommunications de base. Le ministère des Postes et Télécommunications avait été réformé et des efforts de privatisation y avaient aussi été faits.

29. Les transports routiers, maritimes, aériens ou ferroviaires étaient d'une importance vitale pour accroître la compétitivité de l'économie camerounaise. Le Gouvernement du Cameroun avait pris des mesures pour la restructuration des ports, le redressement de la société des chemins de fer, l'allocation des ressources financières pour l'entretien des routes, la privatisation, la promotion de la concurrence et la participation du secteur privé.

IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

30. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que son pays était prêt à appuyer les activités d'assistance technique dans le domaine de la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Les taux consolidés ne couvraient que trois produits non agricoles; par ailleurs ils étaient plus élevés que les taux appliqués. Hong Kong, Chine souhaitait que la consolidation tarifaire soit étendue aux produits non agricoles et que la marge entre les taux consolidés et les taux appliqués soit réduite. Il a ensuite encouragé le Cameroun à adhérer à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics, à supprimer la préférence de prix de 20% accordés aux fournisseurs locaux et à prendre d'avantage d'engagements dans le cadre des négociations sur les services.

31. Le représentant du Japon a rappelé que son pays avait déjà offert son appui technique dans les domaines du développement des ressources humaines. Le Japon avait inauguré, avec le PNUD, un projet pour la diffusion de l'informatique en Afrique, y compris le Cameroun, lors de la réunion de la deuxième Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II) en 1998.

32. Le Japon aurait souhaité voir la consolidation des droits de douane du Cameroun étendue à un plus large nombre de produits, et désirait savoir si un projet existait à cet effet. L'adoption, à partir du 1er juillet 2001, de l'Accord sur l'évaluation en douane en remplacement de la définition de la valeur de Bruxelles permettrait au système douanier camerounais de devenir neutre, équitable et transparent. Le guichet unique pour les formalités douanières, mis en place en décembre 2000, était aussi apprécié; toutefois des efforts supplémentaires restaient à être fournis afin d'éviter tout retard de marchandise et de réduire le délai nécessaire pour les formalités douanières.

33. Le Japon partageait la priorité donnée par le Cameroun à la sécurité alimentaire par l'augmentation de la production agricole. Les exportations de bois en grumes étaient toujours soumises à des restrictions; le Japon aurait aimé savoir: (i) si cette mesure était conforme à l'article XI du GATT et (ii) quel était le système en vigueur pour le contrôle de la production et la commercialisation du bois. Le Japon était prêt à collaborer davantage avec le Cameroun dans la poursuite d'un développement durable.

34. Le représentant de l'Union Européenne (UE) a rappelé le principal objectif de l'Accord de Cotonou signé en juin 2000, notamment la lutte contre la pauvreté, et a rappelé que l'aide de l'UE était axée sur la réforme de l'industrie du café et du cacao, le secteur des transports et l'entretien des infrastructures routières, la décentralisation, la gouvernance et les secteurs sanitaires.

35. Les membres de la CEMAC n'étaient pas encore engagés dans des réformes régionales pour la constitution d'un marché commun opérationnel en Afrique Centrale. Le Cameroun devait appliquer le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEMAC aux pays tiers et un tarif préférentiel généralisé aux pays membres de la CEMAC, conclure un accord sur la fiscalité interne ainsi qu'appliquer la politique de la concurrence adoptée au niveau de la CEMAC ou encore la charte sous-régionale des investissements. L'UE a encouragé le Cameroun à poursuivre la mise en œuvre des réformes dans le cadre du processus d'intégration régionale et à assumer son rôle de leader dans ce processus.

36. L'assistance technique était nécessaire dans les domaines de la mise en œuvre des obligations prises dans le cadre de l'OMC et afin de faciliter l'intégration du Cameroun dans le système commercial multilatéral. L'UE a demandé à avoir des informations concernant les échanges entre le Cameroun et ses partenaires de la CEMAC ainsi que des précisions sur la libéralisation des services. L'UE aurait aimé aussi obtenir des précisions sur le Code d'investissement du Cameroun, et notamment sur le système d'incitations financières et leur relation avec l'Accord sur les mesures d'investissement touchant au commerce. L'UE a aussi demandé des précisions quant à l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'évaluation en douane à partir du 1^{er} juillet 2001 tout en se félicitant de

l'intention du Cameroun à adhérer à l'Accord plurilatéral sur les marchés publics. L'UE a encouragé le Cameroun à soutenir l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales.

37. La représentante des États-Unis a rappelé que son pays soutenait les efforts du Cameroun pour augmenter son volume commercial, et qu'un accord bilatéral pour l'investissement avait été signé entre les deux pays. Le Cameroun était désigné parmi les pays bénéficiaires de l'*African Growth and Opportunity Act* ce qui témoignait de la volonté des États-Unis d'appuyer les efforts du Cameroun. Elle a ensuite rappelé les activités des États-Unis en matière de coopération au développement, y compris celles concernant l'allègement de la dette. Les États-Unis ont demandé plus de renseignements concernant le Comité chargé du suivi des Accords de l'OMC tout en encourageant le Cameroun à accroître le nombre de ses notifications et à améliorer la coordination interministérielle.

38. Le Cameroun avait pris des engagements pour libéraliser le secteur des services: les États-Unis espéraient voir ces engagements étendus au secteur des télécommunications. Par ailleurs, la consolidation de ses taux, seulement 15% des lignes tarifaires du Cameroun étaient consolidées, serait un signal significatif pour l'investissement étranger. En 2000, le Cameroun appliquait un taux NPF de 18.3%, un taux trop élevé qui décourageait non seulement le commerce mais aussi l'investissement. Les États-Unis ont exprimé leur satisfaction par rapport aux taux tarifaires consolidés pour les produits agricoles tout en demandant que le taux plafond de 80%, plus élevé que le taux appliqué, soit abaissé afin de garantir la prévisibilité des prix au consommateur. Les États-Unis auraient aimé avoir aussi plus de renseignements au sujet de la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane.

39. Les États-Unis se sont ensuite félicités pour les mesures prises par le Cameroun pour améliorer l'évaluation en douane et ainsi réduire les délais des formalités de dédouanement qui constituaient un obstacle au commerce tout en exprimant leur crainte quant aux coûts élevés et à la lenteur des procédures en douane. Les États-Unis ont encouragé le Cameroun à poursuivre ses efforts pour promouvoir la transparence dans son système légal et à avancer dans son programme de privatisation, en particulier dans le secteur des télécommunications.

40. Le représentant du Canada a noté que la collaboration avec les bailleurs de fonds avait porté ses fruits, et a encouragé le Cameroun à poursuivre la lutte contre la corruption, l'instauration de la bonne gouvernance et l'amélioration du système judiciaire. Les réformes des systèmes de taxation et douaniers ainsi que les lois introduites dans le cadre de l'intégration du Cameroun à la CEMAC étaient des mesures clés. Le Cameroun n'avait pas encore répondu aux questions posées par le Canada dans le cadre de l'Accord sur les droits de la propriété intellectuelle ayant trait au commerce (ADPIC): le Canada espérait recevoir des réponses à ses questions bientôt. L'initiative PPTE allait permettre au Cameroun de développer ses activités rurales et industrielles, d'améliorer l'éducation et les conditions de la santé publique et de lutter contre la pauvreté.

41. Le représentant de la Corée a exprimé sa préoccupation par rapport au faible nombre de taux tarifaires consolidés et de notifications du Cameroun, et l'a encouragé à poursuivre ses efforts afin d'amener à 48 heures le délais de toutes les procédures à l'importation, à simplifier les procédures d'inspection avant l'expédition et à les appliquer de façon non discriminatoire en conformité avec l'Article II:1 de l'Accord sur l'inspection avant expédition. La Corée a rappelé que des taxes à l'importation trop élevées décourageaient les entreprises et les importations étrangères, et a demandé quels étaient les critères appliqués par l'administration pour décider si un produit était sujet au taux réduit de la TVA.

42. Le représentant de l'Inde a appuyé la demande d'assistance technique dans les domaines des obstacles techniques au commerce, de l'analyse de l'impact des Accords de l'OMC sur le développement économique et social et des conditions d'accès aux marchés. L'Inde aurait souhaité entendre le Gouvernement du Cameroun sur les raisons du faible volume d'échanges avec ses partenaires de la CEMAC.

43. Le représentant de la Malaisie a remarqué que malgré les résultats positifs des réformes économiques, le Cameroun devait encore faire face aux défis de la santé, de la pauvreté et de la dette. La diversification de l'économie et l'encouragement de l'investissement étranger s'avéraient nécessaires afin de réduire la dépendance du Cameroun du pétrole et de l'agriculture. Des mesures d'incitation dans les secteurs forestier, agricole et pétrolier, et de soutien à la production manufacturière dans ces secteurs étaient également nécessaires. Les pays développés, membres de l'OMC, avaient un rôle à jouer dans l'amélioration de l'accès aux marchés des produits camerounais. La Malaisie a demandé des éclaircissements par rapport au principe de précaution, tout en se disant intéressée à approfondir ses relations avec le Cameroun.

44. Le représentant du Maroc a encouragé le Cameroun à poursuivre ses réformes économiques, et a appuyé sa demande d'assistance technique dans le domaine de leur mise en œuvre.

45. Le représentant du Gabon a encouragé le Cameroun à maintenir le cap des réformes économiques qui, selon le Gabon, aurait profité aussi aux autres pays de la CEMAC.

46. Le représentant du Congo (Brazaville) a encouragé le Cameroun à poursuivre ses efforts sur la voie de la privatisation, et l'a remercié pour l'aide fournie au Congo suite à ses multiples guerres civiles.

47. Le représentant du Sénégal a rappelé les étapes ayant marqué l'économie camerounaise tout en se félicitant des efforts faits par le Cameroun afin de redresser son économie, libéraliser sa politique commerciale et encourager l'investissement étranger. Le Cameroun ne pouvait montrer plus d'engagement au système commercial multilatéral. Le Sénégal a ensuite encouragé le Cameroun à poursuivre la voie de la libéralisation des services et du secteur touristique, et a appuyé la demande d'assistance technique dans le domaine de leur mise en œuvre.

48. Le représentant du Cameroun a relevé que, depuis avril 2001, le Cameroun avait soumis un certain nombre de notifications au Secrétariat et a confirmé que l'Accord sur l'évaluation en douane était entré en vigueur le 1er juillet 2001.

V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DU CAMEROUN ET AUTRES OBSERVATIONS

49. Le Président a invité le représentant du Cameroun à centrer ses réponses sur les trois thèmes suivants: i) environnement économique; ii) mesures commerciales; et iii) politiques sectorielles.

i) Environnement économique

50. Le représentant du Cameroun s'est référé aux réponses écrites (annexe II) et a rappelé que le Gouvernement avait pris les mesures nécessaires pour l'amélioration du système judiciaire; la lutte contre la corruption; la promotion de la transparence dans la passation des marchés publics et la gestion participative du développement; la privatisation des entreprises publiques et parapubliques, notamment dans les secteurs bancaire, des assurances, des sucreries, de la transformation du bois, de la téléphonie (fixe et mobile), des chemins de fer, de la Société nationale d'électricité du Cameroun (SONEL), alors que la privatisation de la plus grande entreprise agro-industrielle était en cours.

53. Des mesures tendant à favoriser l'investissement étranger avaient aussi été prises dans le cadre de la CEMAC. La CEAC, englobant, en plus des pays membres de la CEMAC, la République démocratique du Congo, l'Angola et le Burundi était une entité plus récente et plus politique. Une tentative d'harmonisation entre ces deux organisations était en cours. Le faible taux d'échanges entre pays de la sous-région pouvait être expliqué par: (i) le faible réseau de communication, notamment du réseau routier; (ii) les obstacles liés à l'environnement forestier; (iii) la faible mobilité de la main-d'oeuvre; et (iv) l'instabilité politique. Des efforts étaient faits pour améliorer la situation dans ces domaines.

55. Le présentateur a posé deux questions concernant: (i) la recherche de partenaires stratégiques pouvant s'associer à l'État dans le processus de privatisation; et (ii) les relations de la CEMAC avec la CADEC ou la COMESA.

56. Le représentant du Cameroun a rappelé que les privatisations avaient été menées en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale dans le cadre des programmes d'ajustement structurel prévoyant le désengagement total du Gouvernement des secteurs de production. Dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des chemins de fer le Gouvernement avait concédé leur gestion au secteur privé, tout en se réservant 30% du capital.

57. Les relations entre la CEMAC et les autres organisations sous régionales n'étaient pas développées mais des initiatives de réflexion étaient en cours afin de relancer le processus d'intégration régionale. L'Afrique n'avait pas un plan d'action à cet effet. Les secrétariats de la Communauté économique de l'Afrique (CEA), branche économique de l'OUA, s'attelleraient à cette tâche.

(ii) Régime et mesures de la politique commerciale

58. Le représentant du Cameroun s'est référé aux réponses écrites (Annexe II) et a, en outre, mentionné qu'une évaluation du TEC de la CEMAC était en cours et qu'un Centre pour la promotion des exportations avait été établi.

59. Le présentateur a demandé des explications quant à la période de rodage du guichet unique.

60. Le représentant du Japon a exprimé le souhait de voir les taux tarifaires consolidés étendus à un nombre plus large de produits, et a demandé si un projet existait à cet effet.

61. Le représentant des États-Unis s'est référé à la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane et aux taux tarifaires consolidés.

62. Le Président a demandé des explications sur la surtaxe en douane.

63. Le représentant du Cameroun a souligné, en réponse à la question posée par le présentateur, que les contraintes ne relevaient pas du fonctionnement du guichet unique mais plutôt de la sensibilisation du personnel d'appui et des acteurs impliqués dans les opérations commerciales, notamment importateurs et exportateurs. Le prochain sommet de la CEMAC, prévu pour la fin de l'année 2001, se saisirait de cette question. Le Cameroun a promis de répondre par écrit à la question posée par le Président sur la surtaxe en douane ainsi qu'à la question posée par le Japon.

(iii) Politiques sectorielles

62. Le représentant du Cameroun s'est référé aux réponses écrites (Annexe II), et a souligné l'importance de l'autosuffisance alimentaire pour le Cameroun. Une réflexion était en cours au sein du ministère de l'Agriculture devant aboutir à une nouvelle politique agricole. Le Gouvernement était aussi en train de considérer les solutions au problème de financement de l'agriculture. Des réponses plus détaillées seraient envoyées par écrit à ce sujet. Quant au secteur manufacturier, une audit devait aboutir à un plan de développement sectoriel était en cours dans le secteur du textile et dans d'autres secteurs.

63. Le présentateur a rappelé les questions relatives au rétablissement du Crédit Agricole et à l'exploitation minière élargie à d'autres ressources que le pétrole. L'Article XX de l'Accord sur l'agriculture prévoyait, par ailleurs, la prise en compte des préoccupations non commerciales telles que la sécurité alimentaire, le développement rural et la protection de l'environnement dans les politiques agricoles. Il aurait souhaité connaître la position du Cameroun à ce sujet.

64. Le représentant de l'Union européenne a demandé des informations sur les projets législatifs prévus, ou en cours, pour accélérer la réforme dans le secteur des services et sur les conditions de participation du capital étranger à la privatisation dans les secteurs maritime et des télécommunications. L'UE s'est dite prête à appuyer le Cameroun.

65. Le représentant du Japon a rappelé ses questions concernant la compatibilité des contrôles à l'exportation de bois en grumes avec l'Article XI du GATT, le système de contrôle de production et de commercialisation et le secteur maritime.

66. Le représentant du Cameroun a noté qu'une réflexion était en cours sur le rétablissement d'une institution telle que le Crédit Agricole. L'agriculture assurait la sécurité alimentaire du Cameroun et était plus qu'une simple activité commerciale. Le Cameroun espérait que les fonctions non commerciales de l'agriculture seraient prises en compte dans les futures négociations de l'OMC.

67. Le Code minier fixait les conditions d'exploitation des ressources, une carte géologique du Cameroun avait été établie pour planifier et organiser cette exploitation, si possible avec la participation des investisseurs étrangers. Un Code pétrolier était achevé alors que le Code gazier était en voie de préparation ainsi que les textes législatifs concernant les services. Le Cameroun a, par ailleurs, promis d'envoyer des réponses écrites aux questions posées par le Japon.

VI. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT

68. J'ai le très fort sentiment que le deuxième examen de la politique commerciale du Cameroun a été bien réussi. Nous avons tous beaucoup appris sur le Cameroun, et nous avons pu nous familiariser davantage avec sa situation économique et commerciale. Un dialogue très fructueux s'est tenu tant sur ses réformes économiques, que sur le rôle joué, dans celles-ci, par sa politique commerciale. Nous avons également pu apprécier l'étendu des tâches qui restent à faire, en particulier en ce qui concerne une bonne gouvernance et la lutte contre la pauvreté.

69. Les pays membres ont félicité le Gouvernement du Cameroun pour les actions entreprises afin d'accroître son intégration dans le système commercial multilatéral. L'existence d'un Comité technique national de suivi des questions relatives à l'OMC a été jugée comme étant un élément positif allant dans ce sens. Également, l'information donnée, par la délégation camerounaise, sur les récentes notifications effectuées a été très appréciée, soulignant ainsi une volonté ferme du Gouvernement à tenir ses engagements au sein de l'OMC. Dans ce contexte, les besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités ont été reconnus, et certaines délégations ont manifesté une volonté claire d'agir dans ce sens.

70. La plupart des intervenants ont salué la reprise de l'économie camerounaise, aidée par des réformes structurelles et un environnement externe favorable. Les pays membres ont apprécié les efforts que le Cameroun entreprend actuellement pour lancer de grandes réformes institutionnelles et économiques visant à augmenter sa compétitivité et à favoriser sa plus grande intégration dans l'économie mondiale. De nombreuses questions, posées par les délégations, ont touché à la stratégie adoptée par les autorités pour continuer les réformes structurelles, y compris dans les domaines de la privatisation, de l'investissement, et de la promotion du secteur privé. Certaines interventions ont également concerné les mesures de soutien que le Gouvernement apporte à sa politique de développement agricole, minier et industriel. Certaines délégations ont salué le fait que le Cameroun soit devenu observateur de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics, et l'ont encouragé à assurer une plus grande transparence dans ce domaine.

71. La plupart des intervenants ont noté la participation du Cameroun à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, la CEMAC. Le Cameroun a été invité à assumer son rôle de « leadership » dans le processus d'intégration régional. Certaines délégations ont remarqué la faible participation des pays de la CEMAC dans le commerce du Cameroun, et ont demandé plus d'informations quant aux bénéfices que le Cameroun a tiré de sa participation à la CEMAC.

72. Concernant les politiques sectorielles pratiquées par le Cameroun, les interventions des délégations ont surtout concerné le secteur agricole, le besoin d'une gestion durable des ressources naturelles non renouvelables (notamment la forêt), et le besoin des services plus performants. Certaines délégations ont souligné que la libéralisation du secteur des services est un élément important dans les efforts de modernisation de l'économie. Le Cameroun a ainsi été invité à approfondir ses engagements sous l'AGCS, notamment au sujet des télécommunications, des services financiers, et des transports, et ce, dans le contexte des négociations en cours.

72. Des questions spécifiques ont aussi été formulées sur les sujets tels que:

- les procédures douanières, le fonctionnement du guichet unique; l'inspection avant expédition;
- l'évaluation en douane, à ce propos le président s'est félicité pour l'entrée en vigueur (1er juillet 2001) de l'Accord de l'OMC;
- le niveau du taux des droits de douane appliqués; la couverture des consolidations tarifaires et le niveau des taux consolidés et le processus en cours au sein de la CEMAC;
- la taxe sur la valeur ajoutée (TVA);
- les procédures pour l'octroi de licences d'importation;

- la protection de la propriété intellectuelle et la mise en œuvre de l'Accord ADPIC;
- la non-existence d'un organe officiel indépendant d'évaluation des politiques économiques et commerciales;
- le Code d'investissement; et
- les limitations d'accès aux marchés pour les exportations camerounaises.

73. Des réponses écrites et orales, ayant permis d'apporter d'importantes clarifications importantes sur la politique commerciale et les mesures actuellement en vigueur au Cameroun, à la plupart des questions posées ont été données par la délégation du Cameroun qui a aussi promis d'envoyer des réponses plus détaillées sur certains sujets laissés en suspense.

74. En conclusion, il me semble que nous pouvons tous féliciter le Cameroun pour ses efforts continus afin de libéraliser son économie. Les pays membres ont reconnu le besoin du Cameroun d'obtenir une assistance technique destinée à renforcer ses capacités humaines, lui permettant ainsi de remplir ses obligations dans le cadre de l'OMC. Ceci faciliterait également une plus grande intégration du Cameroun dans le système commercial multilatéral et lui permettrait de tirer les bénéfices qui en découlent. Beaucoup d'intervenants ont invité le Gouvernement camerounais à dresser une liste de ses besoins substantiels en matière d'assistance technique. Ils l'ont également invité à continuer ses réformes structurelles et ses efforts de promotion pour une plus grande transparence du cadre juridique et institutionnel. Les intervenants ont encouragé le Cameroun à consolider, dans le cadre de l'OMC, tant l'ensemble de ses lignes tarifaires, que les mesures de libéralisation dans le secteur des services. Ces efforts ont été vus comme essentiels pour donner une crédibilité accrue à la libéralisation de l'économie et pour attirer les investissements étrangers si nécessaires dans le contexte actuel du Cameroun.
